

Place des jeunes dans les territoires ruraux

Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

Jean-Louis Cabrespines : « L'objet de ce rapport et de cet avis s'inscrit dans ce sentiment diffus du monde rural d'un certain abandon au privilège du milieu urbain.

La question de la jeunesse et de la ruralité est un sujet qui touche à l'aménagement du territoire et à la lutte contre les disparités territoriales. En effet, si nous pouvons noter avec satisfaction l'effort important pour les jeunes de milieu urbain, nous constatons, dans le même temps, combien certains territoires ruraux sont encore en déshérence, avec une jeunesse qui connaît des difficultés d'insertion, de chômage, de déscolarisation, de santé et d'exclusion souvent identiques à celles des territoires urbains mais pour lesquels les propositions de résolution sont moindres.

De ce fait, aborder la question de la place des jeunes au regard de leur lieu de vie (rurale en l'occurrence) répond à la nécessité d'adapter les politiques pour la jeunesse aux conditions dans lesquelles elle se trouve.

Nous pourrions, pour partie, envisager une extension des actions mises en œuvre dans le cadre des quartiers prioritaires vers le milieu rural, tant les problématiques des jeunes sont identiques sur nombre de questions. Mais certains particularismes existent dans le monde rural.

Les travaux menés par les deux sections ont pointé ces difficultés pour aboutir à des propositions autour de 3 axes importants :

– premièrement, sur la compétence jeunesse territorialisée : l'absence d'une collectivité identifiée compétente en matière de jeunesse pour les plus de 16 ans ne permet pas d'établir une véritable politique. C'est sans aucun doute la première mesure sur laquelle il faudrait intervenir. Le morcellement par domaine de responsabilité des pouvoirs publics est dommageable car ne permettant pas une intervention globale auprès et avec les jeunes.

– deuxièmement, sur la création de campus ruraux : il s'agit d'une réponse possible mais elle doit s'inscrire dans une vraie politique de territoire dans laquelle tous les acteurs locaux accepteraient de s'investir.

– troisièmement, sur le pacte jeunes ruraux : l'absence d'offre de proximité ou de prise en compte des difficultés de mobilité (physiques comme psychologiques ou sociales) pour suivre une scolarité secondaire conduit à une orientation privilégiée vers des formations techniques et professionnelles. La proposition de faciliter l'accès aux formations générales ne suffira pas à apporter des solutions à des situations souvent composées de plusieurs problématiques imbriquées.

Ces trois axes ne seront possibles que si le traitement des territoires ruraux se fait par une approche holistique : plusieurs des constats faits ne peuvent être traités sans qu'on les mette en relation avec l'ensemble des difficultés rencontrées ou avec les possibilités existantes dans les territoires. Nombre de réponses ne peuvent se construire qu'à partir d'une appréhension globale du territoire et des populations.

Traiter de l'autonomie sans parler des questions de transport ou d'habitat adapté, parler des services sans souligner la moindre présence de ceux de l'Etat, vouloir donner aux jeunes les chances de s'insérer et de poursuivre un parcours sans que les moyens de couverture numérique soient

suffisants, sont autant de handicaps forts qui doivent faire l'objet d'actions particulières en les mettant en corrélation entre elles pour une plus grande efficacité. Cette autonomie passe aussi par l'accès au travail dans des bassins d'emploi souvent dépourvus d'offres. Les jeunes y sont souvent considéré.e.s comme incapables d'occuper les emplois à pourvoir, mais peuvent aussi être en position de refus face à des offres qui ne correspondent pas à leurs attentes.

Cela veut dire aussi que la place des jeunes passe par leur implication dans la vie locale. Permettre aux jeunes de siéger dans les instances décisionnelles, avec des bonus pour les collectivités qui feront les efforts nécessaires à cette implication est une bonne proposition. De même, il est important que le tissu associatif local favorise la prise de responsabilité des jeunes.

La citation fréquente voire systématique des associations et des missions locales comme lieu ressources pour les jeunes est symptomatique de l'abandon de ces territoires et des jeunes qui y vivent. Ces deux formes de structure sont repérées par les différentes personnes auditionnées comme étant les dernières organisations présentes au plus près des territoires. Des moyens supplémentaires doivent être déployés pour faciliter leur intervention.

Cette saisine a permis un travail de fond sur la jeunesse comme sur la ruralité. Le sujet était large et la mobilisation de deux sections n'était pas de trop.

La compétence, la patience, l'écoute, la compréhension des deux rapporteur.e.s et des deux président.e.s ont permis que nous aboutissions à un avis et à un rapport cadrés, circonstanciés et faisant l'objet de préconisations pertinentes.

Je veux ici remercier nos deux président.e.s, Eveline et Xavier et nos deux rapporteur.e.s, Danielle et Bertrand. Sans eux, et sans les administrateur.rice.s, et particulièrement, pour notre section, Philippe avec Guenaël et Hélène, nous n'aurions jamais réussi à tenir les échéances et à apporter des propositions construites. Merci à tous et à toutes.

Compte tenu de la qualité du travail réalisé, je voterai pour cet avis ».

Cécile Claveirole : « Cet avis et le rapport qui l'accompagne dressent un état des lieux particulièrement approfondi de ce que l'on peut savoir, et des jeunes et des territoires ruraux, avec les outils actuels.

J'apprécie la qualité du travail fourni et des analyses proposées, et je partage entièrement les préconisations.

La question était complexe et peu documentée : un jeune, on pense savoir à peu près ce que c'est ; la définition des territoires ruraux, ça se complique, la définition du rural diffère selon les critères que l'on choisit, c'est très bien expliqué dans le rapport ; et les jeunes dans les territoires ruraux se trouvent à l'intersection de deux questions de société, pas faciles à appréhender. Aussi la qualité de la réponse est encore plus évidente quand on mesure combien le sujet est difficile à délimiter.

Aussi, je voudrais juste ici apporter quelques points de réflexion complémentaires et un regret : je vais commencer par le regret, histoire de terminer par du positif !

Le regret, c'est que dans les modes de mobilité, qui manquent cruellement dans les espaces ruraux, le train ne soit pas cité comme mode de transport à réhabiliter. La SNCF a complètement abandonné des milliers de km de chemins de fer qui innervaient nos campagnes. Manque de rentabilité, manque de voyageurs, manque d'offre, le dernier créant le premier ... d'autres pays ont fait d'autres choix, comme la Suisse ou les Pays Bas, et le chemin de fer est quand même le moyen de transport le plus sûr et parmi les moins polluants ... et il serait facile de cibler les jeunes en leur offrant des tarifs ultra préférentiels, certaines -rares- régions le font ...

Quelques points de réflexion : pourquoi toujours séparer, sectoriser, segmenter... les jeunes à la campagne ne sont-ils.elles pas avant tout des jeunes, comme ceux.celles des villes ? Certes il y a quelques chiffres statistiques qui varient ... mais l'aspiration de la jeunesse, doit-elle être différente selon le milieu dans lequel elle vit ?

En discutant avec les un.e.s et les autres, nous sommes assez d'accord pour constater que les problématiques des jeunes dans les campagnes ne sont pas très différentes de celles des jeunes dans les villes et leurs banlieues.

Les relations ville-campagne semblent souvent dessinées comme un miroir aux alouettes tendu par la ville, heureusement cet avis évite cet écueil !

Cependant, pour vouloir cesser d'opposer les milieux, les gens, leurs modes de vie, leurs âges, il faut recréer de la mixité. Ce que notre société est en train de perdre, c'est la mixité, génératrice d'échanges, d'enrichissement mutuel, de partage et de coopération : mixité d'âges, de catégories socio-professionnelles, d'usages... tant que l'on cantonnera les bureaux dans un coin, les magasins dans un autre, les terres agricoles au milieu, parce qu'il faut manger quand même... les jeunes ruraux.ales perdu.e.s dans leurs campagnes et les jeunes des banlieues mettant le feu dans leurs immeubles et les vieux.vieilles dans d'autres maisons... excusez-moi la brutalité des mots mais ils permettent une meilleure visualisation... parce que l'habitat n'est pas adapté, parce qu'on privilégie les segmentations, parce que le foncier n'est pas contrôlé... le résultat social est catastrophique... alors remettons un peu de lumière et d'attractivité dans nos campagnes, oui plus de mobilité, de santé, de formation, imaginons de nouvelles mixités dans l'utilisation de l'espace, arrêtons de cloisonner et proposons des interconnexions, mais proposons aussi des discours éclairants et non manichéens, de cadre de vie et de cadre d'envie et de relation à la nature, redonnons de vrais raisons aux jeunes d'aimer le rural, mais surtout redonnons du sens social à nos vies... !

Bien évidemment je voterai cet avis, avec tous mes remerciements pour le travail fourni ! ».